

La cohésion sociale en temps de récession prolongée :

initiatives alternatives et formes des résistances

ESPAGNE, GRÈCE, PORTUGAL

Face à la crise économique et financière qui touche l'Europe depuis 2008, se superposent d'autres types de crises : crise de la représentativité politique, crise de l'opinion publique, crise de confiance, crise institutionnelle, crise des représentations, crise du système capitaliste, crise du mode de développement ; l'impact social et politique de la situation se décline et s'insinue à divers échelles et dans de multiples domaines. Face à cela, la réflexion écologique, qui est par essence une pensée des limites, se doit de penser à nouveau les formes et les échelles du lien social ainsi que les équilibres susceptibles de soutenir un

autre type de « vivre ensemble ». En d'autres termes : que peut devenir la cohésion sociale en temps de récession prolongée ? Comment répondre au lien social détérioré ? Quelles formes de violences cela peut-il faire émerger ? Et, à l'inverse, quels types de résistances, de réinvestissement et de créativité cela peut-il engendrer ? Si la crise est amenée à s'aggraver, il est important de saisir ce que dès aujourd'hui, elle offre à voir. Ce rapport a donc entrepris de revenir sur ces questions, au travers d'une enquête réalisée en Grèce, en Espagne et au Portugal, entre juin et novembre 2013.



Les Verts | Alliance Libre Européenne
au Parlement européen

La cohésion sociale impactée : les effets de l'austérité

La GRECE est plongée depuis six ans dans la récession. En janvier 2010, le taux de chômage était de 11,3%. Il atteint en janvier 2012, les 21,8%. Il culmine désormais, depuis mai 2013 autour des 27%, et s'élève chez les jeunes de 15 à 24 ans à 50,8%. Ces situations de grande vulnérabilité occasionnent des effets tragiques : le taux de suicide en Grèce s'est accru de 26,5% entre 2010 et 2011, le cas des femmes étant spécifiquement dramatique, avec une hausse de 104%. Autre phénomène : la Grèce voit une vague importante de retours dans les familles. En 2012, 17,5% de la population, vit sous le toit familial et ne perçoit aucune rentrée d'argent. Par ailleurs, en mai 2013, un Grec sur trois n'a plus accès au système de santé publique.

L'ESPAGNE est en récession depuis le dernier trimestre 2011. En mars 2013, il affichait un record historique de plus de 6 millions de chômeurs, soit 27,2% de la population active. Les jeunes de 16 à 24 ans sont les plus touchés avec un taux de 57,22%. Découragés, ils disparaissent de la population active : certains reprennent leurs études, d'autres partent travailler à l'étranger, enfin un dernier tiers, les plus défavorisés, retournent chez leurs parents faute de pouvoir subvenir à leur besoins. Selon un rapport de Caritas, 3 millions d'Espagnols (6,4% de la population), ont sombré dans l'extrême pauvreté en 2012. Depuis le début de la crise, environ 47000 petites entreprises ont fermé et près de 500000 emplois associés au commerce ont disparu.

Le PORTUGAL est placé sous la surveillance de la Troïka depuis 2011. Le taux de chômage est alors de 11,4%. En 2012, il touche 16,9% de la population active. Au premier trimestre 2013, il atteint le taux record de 17,7%. Le nombre de sans-emploi a augmenté de 16,2% sur un an. Le gouvernement prévoit d'atteindre un taux de chômage à 18,5% pour 2014, alors qu'il a présenté un nouveau programme de mesures d'austérité qui prévoit notamment la suppression de 30.000 fonctionnaires. Environ 2 millions de personnes vivent en dessous ou au seuil de pauvreté. Conséquence inéluctable : le Portugal assiste à un véritable exode : plus de 121000 Portugais se sont expatriés en 2012.

Selon le rapport d'Oxfam de septembre 2013,¹ les politiques d'austérité pourraient plonger 15 à 25 millions d'Européens dans la pauvreté d'ici 2025. Ces programmes sont fondés sur des mesures fiscales régressives et construites à courte vue. Les politiques de réduction des dépenses sociales présentent des effets en chaîne particulièrement nocifs, comme le démantèlement de droits sociaux acquis depuis des décennies. Les services essentiels tels que l'éducation et la santé font l'objet de compressions ou de privatisations, au prix de l'exclusion des plus démunis. Cela enferme les populations frappées par ces mesures dans le cercle vicieux de la pauvreté, occasionnant des situations particulièrement violentes – le rapport rappelle par exemple que la législation hypothécaire espagnole permet aux banques d'expulser 115 familles par jour ouvrable.

La cohésion sociale impactée : risques et phénomènes émergents

1. La montée des violences

Outre les questions de chômage et d'accroissement de la pauvreté et des inégalités, il faut également noter un phénomène important de montée de la violence. À cet égard, l'émergence fulgurante en Grèce du parti «Aube Dorée» est très inquiétante. Alors que cette formation politique ultranationaliste n'avait, depuis sa création en 1985, jamais remporté plus de 0,29% aux élections, elle obtient 7% des votes aux élections législatives de 2012 et fait son entrée au Parlement, forte de 18 députés. La montée des nationalismes et du populisme en Europe a de quoi inquiéter lorsque l'on sait que la Grèce est aux «avant-feux» de la crise. Prétendant protéger les populations des menaces extérieures, ces partis bénéficient d'un surcroît de popularité du fait de leur dénonciation explicite des élites contre le petit peuple fragilisé. Constat d'autant plus redoutable que les mouvements nationalistes, anti-européens et xénophobes séduisent déjà, à l'échelle européenne, un public de plus en plus grand.

¹ Rapport d'Oxfam, « Les pièges de l'austérité : l'Europe s'enlise dans les inégalités » de septembre 2013, réalisé par Teresa Caverio et Krisnah Poinasamy.

2. Les signes d'une crise des échelles

L'Union européenne est vue, par une partie montante de ces populations, comme une superstructure inadéquate. L'État peine à rester un fournisseur d'homogénéité sociale et est remis en cause aujourd'hui par la pression socioculturelle de populations qui lui dénie le rôle de gouvernance. Il s'agit d'un changement de rationalité politique dans les mobilisations sociales qui se traduit par un retour de la vie quotidienne au premier plan, permettant de lutter contre les effets de diverses formes d'exclusion. Le local devient le cadre approprié pour améliorer les conditions de vie et la qualité des relations sociales en se libérant d'une soumission à l'État. Cette échelle constitue un refuge face à des logiques de marché hostiles et face aux excès de pouvoir, d'États perçus comme extérieurs.

Les élans de contestation : indignation et mouvements sociaux

1. Montée de l'exaspération sociale : la naissance du « mouvement des places »

D'importants mouvements contestataires ont émergé en Europe entre 2008 et 2011, traduisant le malaise social des peuples qui souffrent le plus de la crise. Des scènes d'émeutes éclatent en décembre 2008 à Athènes, et entre 2009 et 2010, c'est une dizaine de grèves générales et de manifestations violentes qui ont lieu. À partir d'octobre 2010, des collectifs de citoyens se coordonnent en comités de lutte visant à refuser le paiement de la dette. Même phénomène au Portugal : en mars 2011, une vague d'insurrection déferle dans le pays. Ce mouvement appelé « Geração a rasca » (génération en difficulté) va conduire près de 300 000 personnes à défiler dans les rues de Porto et Lisbonne, pour dénoncer la précarité qui frappe le pays en crise depuis 2009. Appelé désormais les « 12M », c'est le premier mouvement d'une telle importance depuis la révolution des œillets. Pour autant, c'est à l'appel des « Indignés » espagnols que la contestation européenne va véritablement se coordonner. En effet, en mai 2011, la plateforme « Democracia real ya ! » lance un appel pour se réunir sur place de la Puerta del Sol à Madrid, le mouvement « 15M » éclot. Dès ses débuts, très structuré et organisé, ce mouvement qui agrège près de 600 collectifs et associations, va propager un élan de contestation important en Europe, exigeant une vraie démocratie et l'arrêt des programmes d'austérité.

2. La création d'assemblées citoyennes : une base appui pour les résistances

Ces mouvements d'opposition à la crise visant un renouveau démocratique, se structurent dans la volonté de combiner d'une part, des rassemblements massifs qui créent un impact politique et médiatique mobilisateur et d'autre part, des assemblées citoyennes où se structurent des débats ouverts. Ces mouvements citoyens visent un renouveau démocratique et sont caractérisés par : > *Un refus des tutelles* et une dénonciation du caractère illégitime des mesures d'austérité imposées par la Troïka (BCE, FMI, UE). > *Une opposition à l'oligarchie régnante*. L'objectif est de lutter contre la corruption et l'arbitraire des systèmes politiques, en créant les conditions d'une démocratie davantage redistributrice et garantissant à chacun des conditions de vie dignes. Ils revendiquent une meilleure transparence des institutions et une réforme du système électoral. > *Une volonté de reprise en main du politique*. De cette volonté découlent des caractéristiques spécifiques : les mouvements sont horizontaux et fonctionnent selon une méthode « assemblée de consensus », un mode de fonctionnement ouvert et inclusif qui permet à qui le souhaite de participer aux assemblées, afin de respecter la pluralité politique et la diversité des opinions. Ce modèle organisationnel est considéré comme l'instrument de transition adéquat permettant d'instaurer de nouvelles méthodes démocratiques. C'est grâce à cette constitution en groupes délibératifs que les revendications hors manifestations peuvent se poursuivre. Les assemblées citoyennes se développent dans les quartiers, ouvrant une multitude d'espaces de luttes. Elles réunissent des citoyens de tous horizons, impactés par la crise : artisans, petits commerçants, chômeurs, jeunes, retraités. Elles visent à faire émerger des discours alternatifs et à créer des élans de solidarité.

Le temps de l'imagination : les initiatives de résistances

1. Les tendances

La crise se vit au quotidien, elle se traduit de manière tangible dans la vie pratique des populations impactées par les mesures d'austérité. On peine à vivre et à s'assurer les besoins primordiaux : travailler, manger, préserver sa santé, son toit, sa dignité. Ainsi, face à l'impasse des excès du capitalisme financier révélé par la crise, différents types de réponses et d'alternatives se sont organisées. Bien sûr, les

imaginaires liés à un désir de changement social sont infiniment pluriels, mais il est possible d'en dégager les formes principales. En amont : les mouvements contestataires et militants qui cherchent à accomplir le renversement d'un capitalisme jugé à bout de souffle ; l'idée étant d'organiser les conditions d'un *autre système*, qui se construirait à côté de l'économie de marché, contre elle et avec l'ambition de la remplacer. L'un des idéaux convoqué concerne celui de l'autogestion qui s'incarne en aval dans ce que l'on nomme aujourd'hui l'économie sociale et solidaire, qui cherche tout à la fois à renouveler la cohésion sociale et à trouver comment maintenir l'emploi, au travers de la création d'associations et de coopératives.

L'économie sociale et solidaire : autogestion et coopérativisme

Dans les pays fortement impactés par la crise, de plus en plus d'organisations affichent la volonté de prendre en compte le social et l'humain au même titre que l'économique, et d'être la pierre angulaire d'une autre économie, soutenable sur le plan écologique, ancrée dans les territoires, et où la démocratie régit les choix de production des entreprises comme leur fonctionnement et leurs rapports. Les structures qui s'y réfèrent sont associatives ou coopératives et se posent comme des initiatives de résistance car productrices de valeurs, de normes et de nouvelles règles collectives. Cet enthousiasme pour le coopératisme connaît un véritable regain depuis 2009 (entre janvier et mars 2012, 223 nouvelles coopératives ont été créées en Espagne). L'autogestion devient ainsi une méthode de survie car cela suggère un autre type de rapport au travail, aux richesses dégagées et à la qualité des rapports entre individus. Ces structures sont également sensibles à un ancrage dans le tissu local et aux rapports de proximité.

Des initiatives de transition sociale

D'autres initiatives originales émergent, conjuguant combat politique et forme de vie. Le centre de gravité de ces expériences collectives consiste à reprendre possession de ce dont le système de consommation ou le mode de gestion de l'espace public, les avait longtemps tenus à l'écart, et ainsi de tisser un lien essentiel entre modes d'association politique et monde dans lequel elles se déploient. D'importants dispositifs se mettent ainsi en place permettant de s'engager autour des questions communes en deçà du système de délégation orchestré par les dispositifs représentatifs. Il s'y articule un désir de redéfinition des valeurs partagées et d'expérimentations bien réelles, permettant une transition vers d'autres manières de vivre. Ainsi, en Espagne, Grèce et Portugal, se sont créés un peu partout des espaces permet-

tant la re-création du lien social : centres sociaux autogérés, jardins partagés, dispensaires sociaux, marchés communautaires etc. Il s'agit pour les groupes initiateurs de jouer le rôle de catalyseur et de permettre aux citoyens d'explorer et d'imaginer leurs propres réponses. Le premier objectif est de créer des espaces de rencontre leur permettant de rentrer dans des processus de création et de contrer les sentiments d'isolement et d'impuissance générés par la crise. L'objectif est de s'autonomiser à l'égard des logiques globales, par le truchement de services de proximité et de valorisation de ressources locales. Ces réseaux de partage et d'entraide se traduisent également par le développement de systèmes locaux d'échange et de monnaies locales. Il s'agit de véritables dispositifs contestataires permettant à tout individu d'échanger des compétences, des services, des savoir-faire et des produits selon une unité d'échange virtuelle, le plus souvent basée sur le temps. Souvent aussi appelé « banques de temps », ces initiatives se sont considérablement développées en Espagne et en Grèce, et font l'objet de véritables plans de développement (comme l'ADBBDP en Espagne).

2. Les formes : quelques exemples concrets (voir le rapport complet pour d'autres exemples)

Coopératives et autogestion : imaginer son travail en récréant du lien

>> PROJECTO REMIX (Lisbonne)

La Mairie de Lisbonne a initié en 2009, un programme appelé BIP/ZIP. L'objectif consiste à encourager la créativité, la participation communautaire et l'auto-organisation en aidant à promouvoir des initiatives locales. La municipalité encourage ainsi les résidents de quartiers en proie à de forts taux de chômage à se mobiliser au sein de petites interventions. Les initiatives soutenues sont très diverses : espaces de travail, marchés et maisons communautaires, boutiques solidaires, requalification d'espaces urbains, blanchisseries



Résumé

sociales, réhabilitation d'espaces extérieurs, récupération de meubles etc. Dans le quartier d'Armador au nord-est de Lisbonne, le «Projecto ReMix» qui a obtenu son financement en 2011, propose des solutions au développement social et à la réinsertion en redonnant du pouvoir et de la créativité à sa population. Il se sert des savoir-faire de la population et des capacités existantes au sein du quartier (réparation, retouche), et dispose d'un atelier de travail manuel au milieu des barres d'immeubles. Ils y transforment des objets de tous les jours, cassés ou laissés à l'abandon, dans une perspective d'eco-design et d'eco-service.

Les centres sociaux polyvalents

>> CAN BATLLO (Barcelone)



Cette ancienne fabrique textile à l'abandon depuis 35 ans dans le quartier de Sants, est récupérée par les habitants du quartier en juin 2011. L'endroit, qui fonctionne de manière autogérée, dispose d'une bibliothèque populaire et de différents ateliers ludiques : peinture, sculpture, audiovisuel, comme sociaux : mécanique, charpenterie. Les machines et les outils ont été ramenés spontanément par la population afin de permettre à qui le souhaite de restaurer ou créer des objets dont ils ont besoin. L'objectif de ce centre social autogéré est de permettre aux habitants de se rencontrer dans la solidarité, la gratuité et la convivialité, afin de partager du temps et des savoirs. Un potager collectif a aussi été mis en place et des partenariats avec un réseau de semence biologique s'est établi. 20 personnes à peu près y travaillent et la récolte est distribuée entre eux. La plate-forme Can Batlló, qui réunit environ 300 personnes et qui ne souhaite n'être ni politique ni syndical, a encore de nombreux projets – entre autres : un parc, une école, d'autres potagers et une coopérative de logements sociaux.

Les banques de temps et les monnaies locales.

>> RESEAU MAGNISIA TEM (Volos)

En Grèce une monnaie alternative a été créée en 2009 : le TEM. Elle permet d'échanger aussi bien des produits que des services. De nombreux échanges se réalisent les samedis sur un petit marché couvert d'apparence traditionnelle mais dans lequel l'utilisation de l'euro est exclue. Chaque produit ou service est répertorié et on lui attribue une valeur en TEM (1 euro équivalent à 1 TEM). Chaque nouveau participant au réseau, a un numéro de compte et se voit attribuer 300 TEM d'office. Le compte est alimenté ou débité, en fonction des transactions réalisées, à l'aide d'un programme open-source. L'association dispose d'un site web, celui-ci offre une liste complète de professionnels (médecins, enseignants, électriciens) et d'établissements de la localité, intégrés dans le réseau (optique, ateliers mécaniques, boulangeries, boucheries) qui acceptent le paiement en TEM, aux horaires d'ouverture usuels des commerces. Environ 1 000 personnes participent aujourd'hui à ce système économique alternatif et le nombre ne cesse de croître.



Recommandations politiques

À l'issue de cette étude, certaines recommandations apparaissent évidentes, tant pour agir sur les effets de la crise que sur ses motifs. Pour autant, l'ampleur et la complexité d'un phénomène dont on ne connaît pas encore l'issue, empêche évidemment d'en dresser une liste exhaustive. Certaines mesures existantes, et d'ores et déjà défendues par EELV, semblent néanmoins particulièrement pertinentes ; elles méritent d'être débattues et réévaluées à l'aune des situations de grande précarité qu'endurent certains pays européens actuellement, mais constituent une bonne amorce pour envisager un avenir durable et respectueux de la qualité de

la cohésion sociale et de l'exercice démocratique. Les recommandations sont ici présentées selon quatre tendances thématiques, engageant des niveaux d'actions et de rationalités allant du micro au macro. Les premières renvoient aux mesures permettant d'améliorer le quotidien des populations affectées par la crise, les deux suivantes concernent les mesures qui pourraient permettre à une autre économie, davantage locale et durable, de s'installer. Les dernières enfin relèvent des mesures de fonds qui seraient susceptibles d'inverser des tendances toxiques pour la démocratie et pour la qualité de la cohésion sociale.

1. Les besoins essentiels

Les classes modestes et les personnes précaires sont particulièrement touchées par les inégalités sociales liées à l'alimentation. Le logement, pourtant bien de première nécessité, est également un facteur majeur de précarisation et d'endettement des ménages. Enfin, l'accès aux soins, qui caractérise la tradition sociale de l'Europe, doit rester un droit fondamental or nombreux sont les indigents qui n'y ont plus accès.

Lutter contre la faim et le gaspillage

- > Réorganiser la production au plus près des lieux de consommation.
- > Inciter les collectivités à préserver des espaces pour la production locale.
- > Aider à la structuration des filières du bio et des circuits courts.
- > soutenir les initiatives des associations telles qu'Amap, cuisines et potagers collectifs, etc.
- > Lutter contre le gaspillage (dans la restauration notamment) et organiser la collecte des denrées non consommées.
- > Aider les organisations d'aide alimentaire qui tentent de parer à la carence des politiques publiques, notamment en leur attribuant les surplus agricoles au lieu de les détruire.

Le logement: un droit pour chacun

- > Faire appliquer systématiquement la loi de réquisition.
- > Instaurer une taxe au niveau européen sur les logements et les bureaux vacants.
- > Interdire les expulsions sans relogement
- > Élargir et appliquer un droit au logement opposable au niveau européen.

- > Encourager l'habitat participatif, notamment les coopératives d'habitants.
- > Enrayer la spéculation immobilière.
- > Maîtriser et encadrer les loyers des parcs locatifs privés.
- > Prévenir les situations de surendettement et les pièges du crédit facile en limitant notamment la durée des crédits immobiliers et en renforçant les règles de prudence bancaire.

L'accès aux soins: un service public essentiel

- > Assurer une égalité d'accès aux soins en augmentant le niveau de prise en charge par les assurances maladie et en supprimant les franchises.
- > Restaurer au niveau régional les structures de soin fragilisées.
- > Forcer le service public en maintenant le personnel soignant dans les hôpitaux en nombre suffisant.
- > Veiller à ne pas interdire les structures alternatives (comme les cliniques sociales) et faciliter l'octroi de subventions.

2. Conditions de travail et revenus garantis

Il n'y a pas de changement écologique possible dans une société minée par l'explosion des inégalités et par des écarts extravagants de revenus. Par ailleurs, le système social est bâti autour de l'emploi alors que celui-ci se raréfie.

Conditions de travail

- > Relance de la négociation sur la réduction du temps de travail à 32 heures voire à 28 heures.
- > Instaurer la semaine de 4 jours.
- > Permettre une véritable démocratie d'entreprise, en redonnant du pouvoir d'agir aux salariés.
- > Interdire les licenciements boursiers spéculatifs et les licenciements économiques motivés par l'anticipation de pertes de compétitivité.

Revenus garantis

- > Fixation d'un seuil pour les très hauts revenus et augmentation drastique du taux d'imposition au-delà d'un seuil convenu (30 fois le SMIC par exemple comme le propose EELV-France).
- > Augmentation des minima sociaux, du SMIC et des plus bas salaires.

- > Instauration au niveau européen, d'un revenu d'existence universel, inconditionnel, individuel, cumulable avec d'autres revenus, et d'un montant suffisant pour vivre décemment.

3. Une autre économie

La production toujours plus grande de produits standardisés disponibles sur tous les marchés du monde au même moment est créatrice d'inégalités. Inverser la tendance suppose de promouvoir une économie circulaire, localisée, évitant les gaspillages, limitant la consommation d'énergie et les émissions de carbone, diminuant le prélèvement des ressources et assurant une vraie qualité de vie au travail. Des principes tels que ceux défendus par les structures de l'ESS qui incitent au partage et à l'invention de nouveaux rapports sociaux de coopération et qui contribuent à l'émergence d'activités à plus forte valeur écologique et sociale.

Le pari de la sobriété: recycler, réutiliser

- > S'opposer au système pervers de l'obsolescence programmée des objets ou produits et à la rente industrielle de leur traitement en fin de vie.
- > Soutien à la création et à la stabilisation économique des réseaux de recycleries/ressourceries.
- > Renforcement des métiers de la réparation, de la réutilisation et du recyclage.
- > Promouvoir l'économie de fonctionnalité.

Viser la relocalisation

- > Favoriser les liens entre productions économiques et ressources des territoires.
- > Soutenir les spécialisations au niveau régional, les réseaux d'entreprises intermédiaires, et les « ruches » d'entreprises valorisant les circuits courts.
- > Encourager les entreprises et productions locales par la création d'un « bonus » pour celles dont le domaine d'activité contribue à la transition écologique.
- > Développer le tissu de PME-TPE artisanales qui défendent les métiers régionaux.
- > Favoriser le développement des alternatives d'économie collaborative (regroupement pour des achats en commun, financements participatifs, réseaux de troc et d'échange).

- > Soutenir le développement des structures d'échange de biens et de services non marchands entre particuliers (systèmes d'échanges locaux ou SEL, banques de temps, accorderies).
- > Promouvoir le développement des monnaies locales/sociales/complémentaires.

S'appuyer sur l'économie sociale et solidaire (ESS)

- > Aider à la création et à la reprise d'entreprises solidaires par la création de fonds souverains régionaux dédiés aux projets d'ESS.
- > Soutenir les systèmes autogestionnaires rattachés à l'ESS.
- > Faciliter le développement des sociétés coopératives et participatives (scop).
- > Développer des incitations fiscales spécifiques pour les organisations qui respectent les principes d'une démocratie délibérative, le partage des bénéfices avec les salariés et la limitation des salaires des dirigeants.
- > Établir un droit européen de préemption sur les terrains en friche ou les locaux industriels désaffectés.

4. Des cadres à dépasser

L'économie contemporaine est écrasée par une financiarisation insupportable dans ses effets sur les populations, en mettant l'économie réelle à son service. Appliquer de nouvelles règles et contraintes au fonctionnement des banques et des marchés financiers est une priorité. Par ailleurs, imposer une diminution brutale de leurs déficits à tous les États endettés, par l'austérité et la réduction de leurs dépenses vitales, n'est pas une solution. Enfin, il est important dans de tels contextes de crise de veiller aux conditions d'exercice démocratique, garantissant les contre-pouvoirs et associant les citoyens à la formation de la loi, comme l'énonce l'article 6 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen.

Libérer l'économie de la finance

- > Instaurer des taxations sur les transactions financières.
- > Réclamer l'interdiction des produits financiers toxiques et des pratiques qui en découlent.
- > Imposer la séparation des activités de banque d'affaires et de banque de dépôt, afin d'éviter les procédures abusives permettant que l'argent du contribuable serve à sauver les banques.

Les dettes et déficits

- > Soutenir les demandes d'audits citoyens des dettes publiques, dans chaque pays endetté.
- > Organiser le remboursement des dettes publiques par une taxe spécifique au secteur financier.
- > Soutenir le principe d'annulation de la dette des pays les plus gravement touchés par la crise.
- > Lutter contre l'endettement privé en instaurant notamment des outils d'encadrement des crédits à la surconsommation qui sont au cœur de l'explosion de la dette des ménages.
- > Rétablir la possibilité de faillite personnelle pour permettre aux familles lourdement endettés de se sortir du cercle infernal dans lequel ils sont enfermés.

Repenser l'exercice démocratique

- > Redéfinir les processus décisionnels à tous les échelons territoriaux dans une logique d'inclusion systématique de la population, promouvoir les outils participatifs et délibératifs qui le permettent.
- > Instaurer un droit d'interpellation populaire qui ouvrira la possibilité à une fraction de la population de faire inscrire par pétition une question à l'ordre du jour des assemblées délibératives (du conseil municipal à l'Assemblée nationale), comme cela existe déjà au niveau de l'Union européenne.
- > Permettre le droit de saisine direct et gratuit par toute personne physique ou morale des autorités administratives indépendantes (AAI) au niveau national, ou du médiateur européen au niveau de l'Union européenne, afin de garantir le bon fonctionnement des administrations et la préservation des droits de l'homme.

Rapport de décembre 2013 commandité par le Groupe EELV/ALE au Parlement européen
à l'initiative de Yves Cochet – MEP

Réalisation : Alice Canabate – Docteure en sociologie

Photos: © Alice Canabate

Production: Micheline Gutman

The Greens/EFA in the European Parliament
rue Wiertzstraat 60 – 1047 Brussels - Belgium
www.greens-efa.eu



Les Verts | Alliance Libre Européenne
au Parlement européen